

L'Eglise lutte contre le révisionnisme

Argentine » Le président Javier Milei s'efforce d'affaiblir la mémoire de la dictature militaire. L'Eglise catholique réagit.

Javier Milei, qui dirige l'Argentine depuis décembre 2023, a reproché à plusieurs reprises aux institutions s'occupant de préserver la mémoire de la dictature d'être remplies de «péronistes», de «gauchistes» et de «progressistes». Le président a, au cours des derniers mois, licencié des centaines d'employés de ces organismes, tels que les centres culturels et les archives de l'Etat. Javier Milei a également constamment remis en

question le nombre de victimes de la junte militaire qui a pris le contrôle de l'Argentine en 1976. Il affirme que le régime a été responsable de moins d'un tiers des 30 000 morts habituellement estimés.

L'Eglise catholique, qui a été accusée pendant des décennies d'avoir été complice du régime dictatorial, est maintenant la principale institution à s'opposer à la politique de Javier Milei en la matière, indique au site américain Crux, Fortunato Mallimaci, professeur de sciences religieuses à l'Université de Buenos Aires. «L'Eglise n'a pas seulement une présence

sociale très importante, elle possède aussi une doctrine solide qui lui permet de fonder légitimement sa critique des politiques de Milei contre les droits de l'homme», a-t-il ajouté.

Des actions symboliques sont ainsi menées par des membres de l'Eglise pour sensibiliser sur cette offensive révisionniste. Le 3 janvier 2025, après le licenciement de certaines d'employés des agences de mémoire, de vérité et de justice, le Père Lorenzo «Toto» de Vedia, bien connu des bidonvilles de Buenos Aires, a célébré une messe dans le bâtiment de l'Ecole navale de mécanique (ESMA). Il s'agissait d'un

important centre de détention illégale pendant le régime, qui sert aujourd'hui de musée et de lieu de mémoire. La célébration a été demandée par l'évêché de Buenos Aires.

L'un des groupes présents à cette messe était celui des Curas por la Opción por los Pobres (Prêtres pour l'option en faveur des pauvres), qui est l'une des organisations catholiques les plus virulentes contre Javier Milei. L'un de ses membres, le Père Francisco «Paco» Olvera, craint que des documents pertinents et d'autres objets ne soient détruits dans la vague d'attaques contre les institutions de la mémoire. » CATH.CH

Un évêque sous enquête

Sicile » Dissimulation d'abus, accusations de parjure, protestations des fidèles: Mgr Rosario Gisana, et d'autres responsables du diocèse de Piazza Armerina, en Sicile, est dans la tourmente. Selon le quotidien *Giornale di Sicilia*, le Vatican a mandaté un évêque qui a mené des entretiens à la mi-janvier dans la commune concernée d'Enna.

En mai, l'évêque Mgr Rosario Gisana et le vicaire général Vincenzo Murgano devront répondre d'un éventuel parjure devant le Tribunal séculier d'Enna. Il leur est reproché d'avoir menti dans une autre procédure judiciaire dans laquelle un prêtre avait été condamné à quatre ans et demi de prison pour violences sexuelles sur mineurs. Le tribunal a constaté, fin

juillet 2024, que l'évêque avait omis toute initiative sérieuse pour protéger les mineurs et que son comportement avait favorisé les abus. Il était donc responsable de dissimulation des abus commis par des membres du clergé.

En 2018 déjà, l'une des victimes présumées du prêtre avait dénoncé ce dernier au diocèse. L'enquête ecclésiastique a échoué en raison d'un manque de clarté dans les compétences. En 2020, la victime a finalement dénoncé le prêtre à la police. Après le prononcé du jugement l'été dernier, plusieurs manifestations de catholiques du diocèse avaient eu lieu contre l'évêque et les responsables. » CATH.CH

L'Eglise réformée étudie cette option en raison des incivilités rencontrées au mois de décembre

La cathédrale de Bâle payante?

« ANNE-SYLVIE SPRENGER, PROTESTANTINFORM »

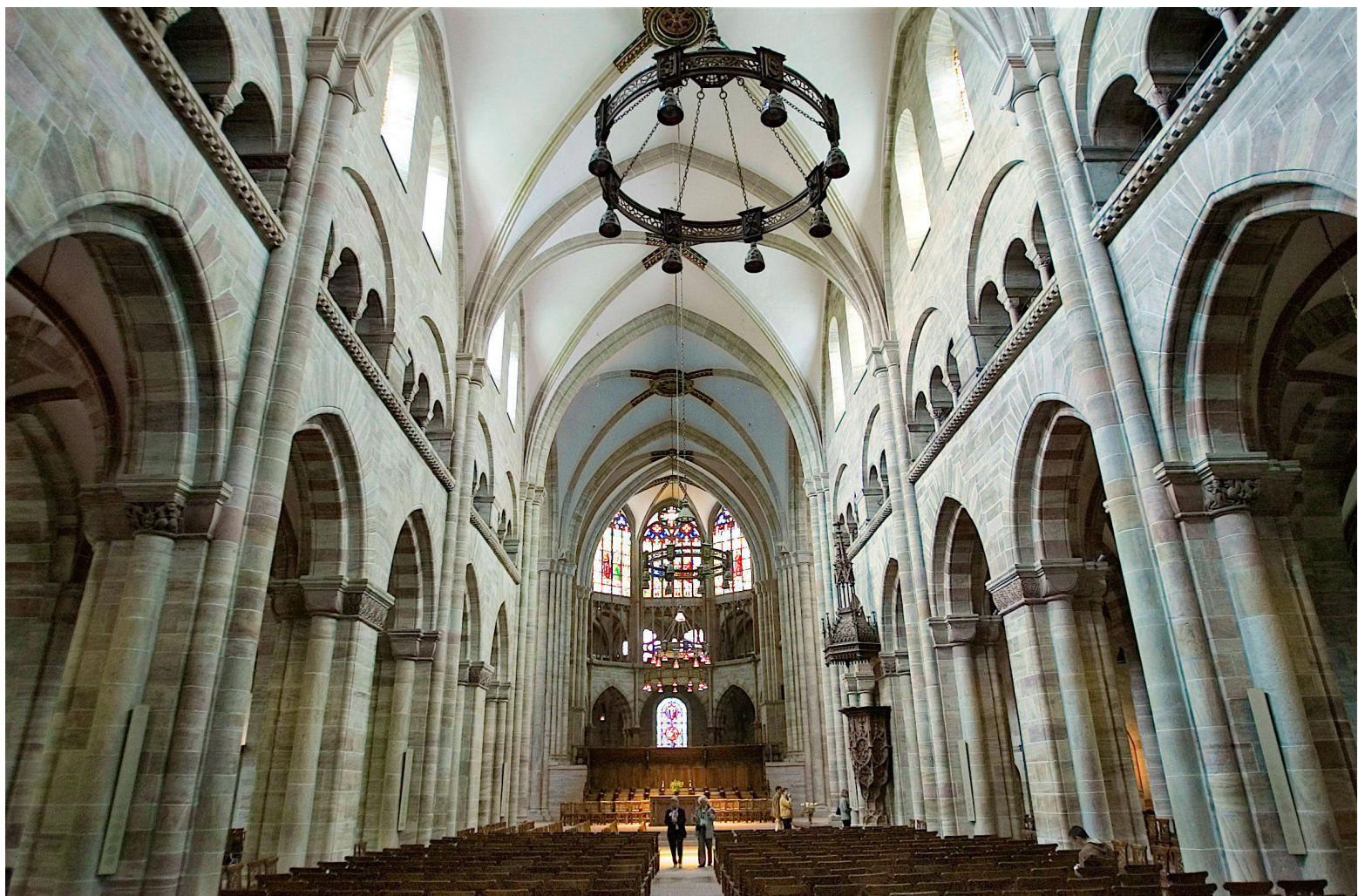
Lieu de culte » Alors qu'en France la proposition faite par la ministre de la Culture Rachida Dati de faire payer l'entrée de la cathédrale Notre-Dame suscite une vive polémique, la visite de la cathédrale de Bâle pourrait également bientôt devenir payante, en dehors des célébrations, pendant les périodes de forte affluence. Telle est en effet l'option sur laquelle se penche actuellement l'Eglise réformée bâloise, responsable du lieu, suite aux incivilités rencontrées pendant la période de l'Avent.

En décembre dernier, en raison de l'afflux conséquent de touristes dû au marché de Noël, la pasteur de la paroisse, Caroline Schröder Field, et son équipe ont même pris la décision de fermer la cathédrale au public pendant le week-end. «Le marché de Noël de Bâle a attiré un nombre record de touristes en 2024. Plus d'un million de visiteurs selon le canton», indique Matthias Zehnder, porte-parole de l'Eglise réformée bâloise.



«Les visiteurs prendraient conscience qu'ils entrent dans un lieu précieux» Matthias Zehnder

«Cette affluence a également engendré un important flux de visiteurs dans la cathédrale (plus de 1000 par jour selon la pasteur, citée dans Ref.ch, le site des réformés alémaniques, ndlr). Or de nombreux touristes semblent ignorer les règles de conduite dans un lieu religieux, bien qu'elles soient similaires à celles d'autres espaces publics comme les musées: interdiction de manger et de boire, interdiction de faire entrer les chiens et de téléphoner bruyamment, et respect des autres visiteurs», formule-t-il.



Face au manque de respect de certains visiteurs à la cathédrale de Bâle, l'Eglise réformée cherche des solutions. Keystone

«Rappelés à l'ordre, certains touristes se sont montrés agressifs, allant même jusqu'à des altercations physiques. Un employé de la cathédrale a été blessé», précise-t-il, avant d'expliquer que «la gestion d'une telle foule est d'autant plus compliquée que les visiteurs doivent quitter la cathédrale pour les concerts ou les offices religieux, ce que beaucoup refusent de

comprendre, se montrant alors colériques et violents».

Fermée les deuxième et troisième week-ends de l'Avent, la cathédrale a pu rouvrir ses portes pour le dernier week-end «grâce à l'aide du canton de Bâle-Ville qui a financé un renfort des contrôles à l'entrée par du personnel supplémentaire», indique Christoph Bosshardt, chef du Département des

relations extérieures et de la promotion du canton. Un soutien qu'il chiffre à «3000 francs par jour».

Foule attendue

L'affaire pourrait en rester là si la cité rhénane ne se préparait pas à deux événements majeurs cette année, qui attireront également beaucoup de visiteurs. A savoir le Concours de l'Eurovision, du 10 au

17 mai, ainsi que le championnat d'Europe de football féminin, du 2 au 27 juillet.

Du côté de l'Eglise réformée, l'inquiétude se fait déjà sentir et la possibilité de faire payer l'entrée est déjà sur la table. «Ce qui a un coût est davantage respecté. Les visiteurs prendraient conscience qu'ils entrent dans un lieu précieux», estime Matthias Zehnder. «Je ne pense pas que cela soit une bonne solution, réagit Christoph Bosshardt. La cathédrale de Bâle doit rester un lieu sacré accessible gratuitement.»

A PARIS, RACHIDA DATI VEUT ENCORE CONVAINCRE

La ministre de la Culture française, Rachida Dati, a déclaré le 9 janvier qu'elle espérait encore «convaincre» le diocèse de Paris de faire payer aux touristes la visite de Notre-Dame. Ce qui «permettrait de financer l'ensemble du patrimoine religieux» de France, dont 4000 édifices sont en péril. «J'espère convaincre le diocèse. Une contribution de 5 euros permettrait de récolter 75 à 100 millions d'euros par an et de restaurer l'ensemble du patrimoine religieux», a déclaré la ministre lors d'un point de presse.

Fin octobre, le diocèse de Paris avait insisté sur le principe de «gratuité du droit d'entrée dans les églises et les cathédrales», défendu par l'Eglise catholique en France, alors que la

cathédrale Notre-Dame de Paris compte parmi les édifices les plus visités en Europe avec 12 millions d'entrées en 2017. Pour autant, la ministre a assuré que non, son idée d'entrée payante, émise à l'automne dernier, n'était pas morte. «Environ 4000 édifices religieux sont en péril», a-t-elle souligné lors d'un déplacement à Dijon, dans le centre-est de la France, consacré à l'annonce du financement «intégral» par l'Etat des 22 millions d'euros nécessaires à la restauration de la flèche de la cathédrale Saint-Bénigne, à Dijon. La flèche, qui dispose de la plus haute charpente en bois de France après celle de Notre-Dame de Paris, culmine à 93 mètres au-dessus de Saint-Bénigne, évangéliste de la Bourgogne. ATS

Manque de moyens

Pour ce qui est de l'engagement de personnel de sécurité supplémentaire à ces occasions, Matthias Zehnder explique cependant que «l'Eglise n'a pas les moyens de financer ces coûts supplémentaires». Dans un entretien accordé à Ref.ch, la pasteur Caroline Schröder Field avait déjà, pour sa part, exprimé son malaise face à cette solution: «La cathédrale est perçue comme un lieu où l'on se sent en sécurité. Ce caractère serait perdu si l'intérieur du bâtiment était surveillé par des agents de sécurité.» Affaire à suivre. »